



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/03/2026

La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien !

Une analyse de la partie internationale du document d'orientation du 54^{ème} congrès du syndicat)

La partie consacrée aux questions internationales comprend trois pages dans un document de soixante-seize (sans compter le sommaire et la page de garde). Cette seule donnée nous informe, s'il le fallait, que la direction de la CGT pense que ces questions sont négligeables. Cet avis pèse dans l'organisation, pour preuve la quasi-absence des militants de la CGT des initiatives de solidarité avec la libération nationale de la Palestine ou contre les guerres impérialistes.

Cela indique également l'énorme difficulté de la direction de la CGT à comprendre la nature du stade impérialiste, celle de ses contradictions internes et, en particulier, le rôle central de la Palestine dans le combat mondial contre l'impérialisme occidental. Le texte situe clairement la CGT au sein de ce bloc impérialiste, le critiquant à la marge, mais adhérant à ses « valeurs ». Nous aborderons quelques points de ce passage où l'idéologie qui le nourrit transparaît au milieu de la langue de bois.

Une vision totalement erronée du monde au stade impérialiste

Au début du texte, après une courte phrase présentant le contexte international de manière creuse, sans évoquer le stade impérialiste, les blocs rivaux, l'utilisation de la guerre et surtout pas le rôle des impérialismes français et UE, nous entrons dans le dur avec cette deuxième phrase : « *Alors qu'une internationale d'extrême droite se met en place, en alliance avec le capital, pour attaquer à la tronçonneuse l'ensemble des normes et généraliser la loi du plus fort, il nous faut renforcer notre stratégie à l'échelle internationale.* ». Nous avons déjà eu l'occasion de dire en quoi cette mise en parallèle, sur un pied d'égalité, de la classe dominante avec un des outils à sa disposition était erronée. Mais le texte ressort une lubie adoptée par certains dirigeants de la CGT depuis un peu plus d'un an : l'idée d'une « internationale d'extrême-droite » ou encore d'une « internationale réactionnaire », qui réunirait notamment un certain nombre de dirigeants impérialistes (Trump, Poutine, Netanyahu). Cette idée présente trois avantages pour la présentation fallacieuse de la situation dans le monde que postule la direction confédérale de la CGT : elle occulte totalement les bases et les enjeux économiques expliquent les affrontements impérialistes en ciblant une soi-disant idéologie d'extrême-droite, toujours pas définie d'ailleurs ; en mettant Trump et Poutine ensemble, elle occulte l'affrontement principal entre deux blocs impérialistes auquel nous assistons ; enfin elle occulte notre propre impérialisme. Car finalement, où serait « l'internationale d'extrême droite » si on présentait les choses telles qu'elles sont ? Dans la réalité, le monde est le théâtre d'affrontements inter impérialistes et, depuis quelques années, du combat pour la suprématie mondiale entre le bloc occidental et le bloc eurasien, les uns derrière les USA, les autres derrière la Chine. Cette « extrême droite », on peut le noter, ne s'attaque pas aux acquis sociaux, au travail vivant à cause de la baisse tendancielle du taux de profit, mais à « l'ensemble des normes ». On ne sait pas ce que sont ces normes. En revanche, l'une des critiques formulées contre l'UE étant la multiplication des normes, on comprend aisément que la CGT est là en défense de l'organisme supranational réactionnaire. Il faut enfin dire un mot de cette « loi du plus fort » semblant être apparue récemment, notamment à cause de Trump. La loi du plus fort, c'est la règle depuis que non seulement le capitalisme, mais toutes les sociétés de classe existent. Rappelons ce que dit Engels dans "Dialectique de la nature" à propos du lien entre la lutte pour la vie et la concurrence inter capitaliste : « *Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au-dessus du reste du monde animal au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce.* ». Vouloir faire de la période actuelle un temps qui serait fondamentalement différent des temps d'avant relève d'une incompréhension

totale du monde dans lequel nous vivons. Le stade impérialiste en construction depuis la fin du XIX^{ème} siècle, est quasiment achevé lors de la redistribution des rôles qui suit la seconde guerre mondiale où le mono-impérialisme occidental ligué derrière le dominant US se substitue au poly-impérialisme existant auparavant. La fin de l'URSS et des pays socialistes européens renforce cet état de fait et permet la domination planétaire. Ensuite, des puissances impérialistes rivales voient le jour et certaines se liguent elles aussi. La suite de ce que nous avons vécu auparavant est ce que nous vivons. Le bouleversement ayant existé fut la fin de l'URSS. Mais, si elle a élargi la puissance de l'impérialisme dominant et de son bloc occidental, elle n'a pas changé sa nature. **Il n'existe aucun changement de nature, en voir un est occulter la lecture et l'analyse de la société du point de vue de la lutte des classes.**

L'allégeance à l'Union Européenne

Une deuxième partie du texte est consacrée à l'Union européenne. Si le texte égratigne la Commission européenne, il se garde bien d'une analyse de fond, forcément critique de l'UE elle-même. Dans un court texte intitulé "*A propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe*", Lénine disait, en 1916 : « *En régime capitaliste, les États-Unis d'Europe sont soit impossibles, soit réactionnaires.* ». En revanche, le texte met en avant la CES (Confédération Européenne des Syndicats) c'est bien plus un organisme officiel de l'UE qu'une organisation syndicale internationale. Le dernier congrès de la CES a fait une standing ovation à Von der Leyen et la direction de la CGT remet nullement en cause sa participation active à cette instance anti-ouvrière. Comme pour le budget de Lecornu, le syndicalisme de collaboration de classe aurait, selon le texte, permis d'arracher des acquis, sans lutte bien entendu : « *Malgré cela, les batailles que nous avons menées avec la Confédération européenne des syndicats (CES) nous ont permis d'arracher quelques textes synonymes de progrès : la directive salaire minimum, celle sur la transparence salariale, sur les travailleuses et travailleurs des plateformes, sur la protection des travailleurs et travailleuses contre le risque d'exposition à l'amiante, sur les comités d'entreprises européens...* ». Comme à l'habitude, on ne trouve pas vraiment trace de ces batailles que la CGT ou la CES aurait menées. Suit un engagement à ne surtout rien changer, à rester dans la CES outil du Capital, avec l'idée à laquelle personne ne croit de la changer de l'intérieur : « *La CGT continuera à s'investir dans la CES, afin d'y renforcer la stratégie revendicative et d'action à l'échelle européenne, pour ne pas laisser Bruxelles aux technocrates et aux lobbies patronaux. Nous œuvrerons à la conquête de majorités sur nos positions, au sein de la CES.* ». **Il est temps de dire aux rédacteurs du texte que la CES n'existe pas pour défendre les travailleurs, mais pour intégrer au système les syndicats, et ça fonctionne très bien.** En fin il est à noter, encore une fois, que cette question du danger de l'intégration de la CGT au système, pourtant une des plus brûlantes qui se pose, est absente du texte.

Les billevesées habituelles sur le droit international

La troisième et dernière partie du texte s'intitule : « *Développer une stratégie pour la paix et le multilatéralisme* ». On y trouve tous les poncifs du genre. Par exemple, il est évoqué « *la remise en cause du multilatéralisme* ». Il est compliqué de comprendre la signification de cette expression alors qu'au contraire, on assiste à un affrontement entre le bloc dominant et unique jusqu'à il y a quelques années et un autre bloc se réclamant d'un monde « multipolaire ». Surtout, les buts exposés par le texte cachent mal son adhésion au système capitaliste : « *Ni guerre commerciale ni libre-échange, nous voulons un juste échange qui conditionne les droits de douane au respect des normes sociales (notamment celles édictées par l'OIT, Organisation internationale du travail), environnementales et fiscales !* ». Voilà un credo que l'on peut traduire par : « Il est possible d'aménager le système capitaliste à son stade impérialiste, de lui donner un visage humain et de faire en sorte qu'il respecte et satisfasse les besoins des Hommes ». Les illusions sur le rôle d'institutions internationales (ici l'OIT, ailleurs l'ONU) chapeautées par les impérialistes font presque peine à voir. Nous retrouvons cette illusion plus loin : « *défendre l'ONU, l'OIT et les institutions internationales menacées par Donald Trump et revendiquer une réforme de l'ONU qui modifie, entre autres, le Conseil de sécurité, en supprimant les droits de veto et qui réaffirme l'égalité des peuples* ». L'ONU est ici considérée comme une institution neutre, en-dehors des rapports de force et de classe, analysée *in abstracto*, hors du cadre impérialiste dans lequel nous vivons. La revendication du droit de veto aboli n'est pas forcément aussi juste que cela paraît ; son utilisation, en son temps par l'URSS a évité nombre de guerres. Et, aujourd'hui, droit de veto ou pas, les impérialistes font ce qu'ils veulent, avec ou sans l'ONU. Cette construction de l'impérialisme US ne lui est aujourd'hui guère utile, mais elle l'a longtemps été. L'invasion et le dépeçage de la Libye, rappelons-le, avaient été validés par l'ONU, cette même ONU a validé le plan de Trump pour Gaza, et la reconnaissance d'un soi-disant État palestinien constitué d'un bantoustan désarmé, auquel est interdit l'aide financière aux Résistants et dont les manuels scolaires sont épluchés par les occidentaux.

Le déni de l'existence de notre propre impérialisme sous un double aspect (France et UE) et le soutien réel à ce même impérialisme sont clairement exprimés dans cet extrait : « *exiger la sortie de l'Otan, en menant le débat pour la construction d'une coordination de la défense au niveau européen sans abandon de souveraineté* ». En somme, on sort de l'OTAN parce qu'on veut se détacher de l'impérialisme US (Trump le méchant d'extrême

droite) mais on renforce l'impérialisme union européen. C'est la position de Macron, du bloc central, de la gauche et même du RN. **On se retrouve en 1914 avec la CGT adhérant à l'union sacrée !!!** On le retrouve aussi avec le soutien réaffirmé aux « syndicats » ukrainiens dont l'un d'eux, soutenu par l'intersyndicale française, est une organisation totalement dirigée par des ukronazis.

Pour la Palestine, une position néocoloniale

C'est finalement à propos de la question palestinienne, et ce n'est pas un hasard, qu'apparaît clairement la nature pro-impérialiste des positions internationales de la CGT, et ce à quoi mènent les hymnes au mythique droit international et le soutien absolu à l'ONU : *« amplifier les campagnes de solidarité concrète, pour la fin du génocide du peuple palestinien, la reconstruction de Gaza et une solution politique à deux États selon les frontières de 1967 et la mise en place de sanctions envers les dirigeants israéliens responsables du génocide »*.

Passons sur l'illusion comme quoi seraient un jour jugés les dirigeants sionistes par une instance fabriquée par l'impérialisme occidental ! Ce court extrait révèle l'absence totale de volonté, de la part de la direction de la CGT, d'analyser et de comprendre la situation coloniale en Palestine. On utilise rarement le mot colonisation, mais pour le vider de son sens, comme si ça ne concernait pas le territoire officiel de l'État colonial sioniste, comme si elle n'avait pas commencé en 1948, en étant préparée et organisée dès les années 1920. Suivre l'ONU, c'est valider le partage de la Palestine de 1947, sans demander l'avis des Palestiniens. Promouvoir la soi-disant solution à deux États, c'est valider la poursuite de la colonisation. Cette position, renvoyant dos à dos un peuple colonisé et un État colonisateur, ne peut pas être la position d'une organisation de lutte de classe. Les Palestiniens ne sont considérés que comme des victimes, la CGT réclame la fin du génocide, mais pas leur autodétermination. La Palestine est un point perdu au milieu d'une dizaine, niant la spécificité du combat de libération nationale n'étant présent ni dans les guerres impérialistes directes, ni dans celles par procuration. La CGT ne perçoit absolument pas que la Résistance palestinienne (jamais citée dans ses expressions) combat le même ennemi de classe que nous, l'impérialisme occidental, à travers son prolongement organique. **Mais puisque les rédacteurs du texte ne conçoivent pas de France impérialiste, comme, par voie de conséquence, ils écartent la notion d'impérialisme occidental, il leur est matériellement impossible de comprendre la question palestinienne.**

En conclusion

Au-delà d'une fausse analyse, le texte éclaire sur la position pro-impérialiste de la CGT. Sa brièveté, les notions qui y sont absentes, comme l'impérialisme en tant que stade, comme le colonialisme de substitution, spécifique en Palestine ou encore la dénonciation de l'impérialisme UE ou de l'impérialisme français le révèlent clairement. La France de Macron, pas plus que celle de De Gaulle ou d'avant, n'est pas une démocratie réelle. C'est une ancienne puissance impérialiste dominante, et c'est toujours une puissance impérialiste, néocoloniale ou coloniale directement (en Kanaky et dans tous les autres territoires qualifiés d'outremer). Elle participe à la colonisation de la Palestine, à l'agression impérialiste des USA contre l'Iran. **Rien n'est à garder dans ce passage du document d'orientation, il faudrait écrire tout autre chose et de manière plus développée ; dans la situation actuelle, un texte d'un syndicat de lutte des classes devrait commencer par une analyse de l'état actuel de l'impérialisme. Mais cela impliquerait une analyse dans la grille de la lutte des classes. En conclusion, ce passage du texte, comme tout le reste, est inamendable.**

Pourtant, nous nous étonnons du peu de réactions que suscite ce texte validant l'impérialisme français. Il serait temps de réagir, en tout cas pour celles et ceux qui ne valident pas la conversion définitive de la CGT à la collaboration de classe !